Collectifs parisiens du 29 mai : rendre l'alternative possible

dimanche 22 janvier 2006, par [BOULANGE Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 19 janvier 2006).

La semaine d'initiatives des collectifs parisiens se tiendra du 23 au 28 janvier. Cet événement doit permettre de rassembler les luites et de mobiliser pour la manifestation du 11 février contre la directive dite « Bolkestein ».

À Paris, l'événement politique de la rentrée 2006 est la semaine d'initiatives et de forums pour « l'alternative au libéralisme », qui rassemble la plupart des collectifs parisiens (Paris-centre, 5^e, 10^e, 11^e, 14^e, 17^e, 18^e, 19^e et 20^e) et toute la gauche du « non » (LCR, PCF, PRS, Alter Ekolo, Les Alternatifs, Mars, Alternative citoyenne, Sud-Solidaires, CAL). Du 23 au 28 janvier, les collectifs locaux organisent six forums sur différents thèmes : « Emploi, chômage, précarité », « Institutions et transformation sociale », « Fiscalité et alternative économique », « Services publics et Bolkestein », « Droit au logement » et « Discriminations, racisme et politiques sécuritaires ».

Tous ces forums convergeront dans un grand forum au gymnase Japy, sur le thème « Quelle alternative au libéralisme ? », le 1^{er} février. Cette semaine de débats est un pas en avant important. Comme le dit le tract d'appel, il s'agit de lutter contre « les politiques libérales et leur accompagnement social-libéral ». Ces forums prolongent la dynamique du mouvement du « non » de gauche. Le 29 mai a démontré l'alignement du PS sur le libéralisme et l'aspiration à regrouper et organiser ceux qui s'opposent à toutes les politiques libérales. Cette unité des différentes forces politiques, associatives et syndicales, est totalement inédite à Paris. Il faut souligner l'importance de l'investissement politique, militant et financier du PCF 75.

Depuis septembre, les collectifs ont maintenu leur structuration et les nombreux forums organisés en octobre-novembre ont rassemblé 800 personnes au total, même si on ressentait un certain essoufflement. Le maintien de l'inter-collectif et le lien créé en octobre avec les organisations politiques ont permis de préparer une initiative centrale afin de relancer les collectifs et approfondir le mouvement pour une alternative unitaire au social-libéralisme. L'initiative parisienne s'inscrit dans la déclaration nationale des collectifs, et se veut un lieu d'élaboration d'une future « charte antilibérale » qui sera discutée lors des assises nationales de mai.

Ce processus, qui doit impliquer le maximum de monde et se développer à la base comme au sommet, devrait permettre l'unité sur des bases politiques. Pour assurer la réussite de cet événement, l'ancrage local des collectifs est essentiel. Des initiatives nouvelles voient aussi le jour, avec la tenue, le 31 janvier à la fac de Jussieu, d'un forum étudiant sur « le libéralisme contre l'éducation », permettant d'espérer une intégration plus forte de la jeunesse dans le rassemblement antilibéral. Ce rassemblement doit être un outil pour développer les luites qui restent très éclatées à Paris. Sur le 10^e par exemple, quatre collectifs différents luitent sur les questions de discriminations, racisme et répression. Unifier les luites ne pourra que les renforcer. Cela permet aussi d'initier de nouveaux combats, puisque la mobilisation sur le logement à Paris (question très concrète pour des centaines de milliers d'habitants) va connaître une nouvelle étape avec une action, samedi 28 janvier, sur les terrains des Batignolles où les enjeux économiques sont importants. Nous y

dénoncerons l'exclusion sociale et les discriminations, exigerons la réquisition des logements vides.

Cette semaine d'initiatives doit également être l'outil pour la manifestation nationale contre Bolkestein, le 11 février à Strasbourg, en permettant d'organiser le déplacement de centaines de Parisiens. Cette initiative est donc une étape significative. La LCR y défend systématiquement que, pour faire émerger une gauche qui combatte réellement le libéralisme, « construisse une autre société et ouvre une perspective de changement », elle doit aussi rompre avec la politique que la « gauche plurielle » a menée de 1997 à 2002. Nous devons donc tout faire pour rassembler ceux, à gauche, qui veulent poursuivre la dynamique du 29 mai et œuvrer à la construction d'une alternative politique au social-libéralisme, pour redonner espoir à tous ceux qui luttent.

- Site des collectifs du 29 mai : , et des collectifs parisiens : .

P.-S.

* Paru dans « Rouge » n° 2142 du 19 janvier 2006.